

Aperçu sur ((L'impact de la corruption sur le développement économique en Afrique et dans le Monde Arabe))

Le Professeur Omar Hadhrami, la Faculté Hussein Bin Abdullah II de hautes études internationales, l'Université de Jordanie

Introduction

La corruption constitue, sous toutes sortes, un danger imminent qui menace toutes les sociétés humaines. Afin de comprendre ce phénomène, ses effets, ses conséquences et ses implications, nous devons être conscients que la corruption, en principe, constitue un défaut qui se contredit à la spontanéité de l'être humain, bien qu'il y ait un consensus sur l'ancienneté de la corruption, de laquelle toutes les institutions ont subi. L'Utopie exempte de corruption et la "société idéale" qui est exempte de corruption n'existent pas du fait que cette Utopie est une des imaginations dans l'esprit des philosophes et des penseurs abstraits, qui n'ont pas pu traduire cet état d'esprit dans la réalité.

La corruption se définit comme «l'abus de l'utilisation du pouvoir public, dans le but de réaliser des gains personnels» ⁽¹⁾. Les relations malsaines entre l'institution et son patron dans le secteur public créent une opportunité pour la propagation de la corruption. En tout cas, cette définition signifie simplement, que le rôle de la personne dans son travail dans le secteur public se diffère de son attitude personnelle. La corruption est également définie comme «l'abus de pouvoir public à des fins et gains personnelles» ⁽²⁾.

Avec la propagation de la pauvreté, la détérioration des services médicaux, la mauvaise répartition des revenus et de la richesse dans le monde, la diminution des taux de croissance et des fois l'absence de la croissance dans nombreux pays même qui sont bénis avec de riches ressources naturelles, ont connu des taux de revenu et de croissance faibles. Aucun pays, notamment les pays de l'ancien bloc soviétique, ont connu des faibles taux de croissance, en dépit de la présence forte d'une main-d'œuvre bien qualifiée.

La plus grande difficulté dans la lutte contre la corruption réside que la plupart des pays faibles et pauvres souffrent souvent de l'inefficacité d'utiliser leurs ressources humaines et matérielles, et par conséquent, ces pays ont besoin d'une réforme institutionnelle. Quant à la corruption, la réalité de l'être humain explique en dépit de différentes expériences des États, la motivation de ce phénomène réside dans "l'intérêt personnel", qui explique la recherche de la réalisation du bien-être de la famille et de l'individu et du groupe. Certains

chercheurs ont appelé cette attitude "avidité", alors que les économistes l'appellent «l'utilisation maximale de l'intérêt. " Des études récentes ont révélé que des niveaux élevés de corruption, liés aux faibles niveaux d'investissement et de croissance. La corruption réduit l'efficacité des politiques de la productivité industrielle et agricole et encourage l'émergence des affaires illégales, qui violent les lois législatives et économiques ⁽³⁾.

Les niveaux élevés de corruption entravent les flux d'investissement étrangers, qui, évitent souvent, d'investir dans des pays subits de corruption, sauf si la corruption est propagée dans les pratiques de l'investissement étranger et dans sa mentalité. Les paiements illégaux (corrompus) causent, en général, des coûts élevés et une augmentation des distractions. Les fonctionnaires corrompus encouragent des investissements non productifs dans le secteur public ce qui réduit l'attention accordée aux investissements en cours.

Une série d'études ont été menées sur le phénomène de la corruption et son impact sur les sociétés. La plupart de ces études ont démontré l'étendue des dommages aux structures des pays qui subissent de la corruption. Par exemple, des estimations révélées par M. Antonio Costa, le haut fonctionnaire du Bureau de lutte contre la criminalité en Afrique, quand il a indiqué que le Zaïre et le Nigeria ont perdu d'environ cinq milliards de dollars au cours des premières années du XXI siècle en raison de la corruption ⁽⁴⁾.

Dans le même contexte, la corruption constitue un phénomène général, des nombreuses études, dont l'étude de l'Institut de la Banque mondiale sur l'impact de la corruption, ont révélé que des milliards de dollars se perdent chaque année en raison de la corruption dans les pays riches et ceux en développement, de même, sont estimés d'environ un mille milliards de dollars par an ⁽⁵⁾.

Dans le même contexte, la corruption se définit comme: «l'abus de pouvoir à des fins et des profits personnels» ⁽⁶⁾. Elle est également défini en tant que «les actions menées par les membres du gouvernement ou du hors de cet organe, qui sont dans l'intérêt de ces personnes, ils seront autorisés d'ignorer des lois et des politiques, en établissant des nouvelles lois, ou des lois existantes afin de leur permettre de gagner des gains direct et immédiats ."⁽⁷⁾

Comme Samuel Huntington a identifié la corruption comme "une des critères de l'absence des institutions politiques actives connues lors de l'époque actuelle, et par conséquent, la corruption n'est pas un résultat des comportements de déviation d'un comportement acceptable, mais il est le résultat de la déviation des attitudes des comportements habituels et ceux en place. " ⁽⁸⁾

Du point de vue linguistique, la corruption est définie comme suit «la corruption est l'antonyme de la bonté, le dommage est l'antonyme de l'amélioration " (9). Elle est également connue sous le nom: « une déviation dans l'utilisation des pouvoirs conférés aux personnes physiques ou morales, dans le cadre institutionnel leur permettant d'exercer des pouvoirs pour en utiliser aux fins limités» (10).

Le droit international définit la corruption comme «l'abus d'une fonction publique à des fins personnelles" (11)

Bien que des sociologues définissent la corruption comme un «problème moral» qui révèle des problématiques et des déviations dans le comportement humain normal inspiré des principes et des valeurs de la société. Nous devons ici être attentifs quand nous parlons des normes d'éthique qui varient d'un endroit à l'autre et d'une culture à l'une autre, et d'un moment à l'autre. Par exemple, la tradition dans de nombreuses parties du monde arabe et de l'Afrique, permettant la soumission et l'acceptation de cadeaux par les fonctionnaires, alors que la culture européenne le considère une des formes de la corruption (12)

Dans la loi islamique, le mot corruption est venu sur le banditisme et la punition de cet acte, le Saint Coran le décrit comme suit:(La récompense de ceux qui font la guerre contre Allah et Son messager, et qui s'efforcent de semer la corruption sur la terre, c'est qu'ils soient tués, ou crucifiés, ou que soient coupées leur main et leur jambe opposées, ou qu'ils soient expulsés du pays. Ce sera pour eux l'ignominie ici-bas et dans l'au-delà, il y aura pour eux un énorme châtement.)) (13)

Le danger de la corruption se réside quand les hauts fonctionnaires de la autorité, parce que cette corruption s'infiltrer aux niveaux inférieures de l'autorité et c'est ce que l'on appelle la corruption à haut niveau.

La notion de la corruption est souvent associée aux concepts de la réforme et de la transparence, où la réforme est l'antonyme de la corruption, qui est à dire de faire le bien (14)ou le désir de changer ce qui est en place par quelque chose de mieux, et de reformer ce qui est corrompu, et ce qui est bien peut être amélioré (15). Ainsi, le concept de la réforme peut être appelé sur les changements, qui visent à éliminer la corruption, à modifier la nature de la gouvernance et ses pratiques, à modifier les valeurs et les comportements, à rationaliser les structures du pouvoir et à répartir équitablement les valeurs de l'autoritarisme, par la modernisation des politiques et le renforcement de la démocratie, l'activation des lois et des constitutions, le renforcement des mécanismes de responsabilité, l'expansion de la participation politique et l'assurance de la

sécurité des individus et leurs libertés afin de leur permettre d'atteindre leurs droits.

La notion de la transparence est à l'origine dérivée de la racine "transparent", ce qui signifie « la légèreté», «l'agilité» ou «la clarté». En anglais, le mot transparence signifie la chose à travers lequel on peut voir. Du point de vue idiomatique, la transparence signifie «l'ouverture entre le gouvernement et le peuple, par les représentants du peuple au Parlement, ainsi que les organisations de la société civile" (¹⁶). Et matière de procédures, la transparence signifie «la clarté et l'ouverture qui doivent caractérisent les questions liées à la corruption financière et administrative par les institutions de l'État et tous les segments de la société» (¹⁷).

La transparence politique est la possibilité d'identifier avec clarté et précision, les rôles politiques et administratifs du système politique, selon un mécanisme qui permet au public de surveiller et de collecter d'informations et de les évaluer et d'achever l'ouverture à des politiques publiques, aux décisions et aux mesures prises, afin de permettre au public d'exprimer leur opposition et leur responsabilité ce qui conduit à renforcer la crédibilité du régime et la bonne gouvernance.

Pour lire l'impact de la corruption sur le développement dans les pays arabes et africains, ce document de travail est basé sur trois axes:

Le premier axe: la corruption et le développement

La corruption a des effets négatifs sur le développement, du fait qu'elle conduit à l'épuisement des ressources, à la création des déséquilibres dans les infrastructures du processus de développement, à la faiblesse de la croissance économique et à l'échec des efforts de développement à travers ce qui suit:

1. La corruption constitue un déséquilibre important dans la répartition des ressources financières et l'utilisation maximale de ces ressources et ces ressources s'infiltrant dans des comptes bancaires personnels, à la lumière de la faiblesse des organes de contrôle et de responsabilité, ce qui conduit à la privation de l'État des projets en fonction de leur importance et leurs priorités.
2. La corruption augmente la charge financière sur le budget de l'État, comme des grosses sommes d'argent sont allouées souvent pour le secteur public, ce qui crée la possibilité aux hauts fonctionnaires et aux hommes politiques pour obtenir des pots de vin ou la mise en œuvre de ces projets par ces

mêmes fonctionnaires ou par leurs relatives, en raison de l'absence du rôle d'organes de surveillance et de responsabilité.

3. La corruption influence les spécifications des offres et des contrats, du fait que les entrepreneurs ne respectent pas les spécifications du contrat en se conspirant avec le fonctionnaire corrompu.
4. La corruption a des effets négatifs sur l'investissement. Plus de taux élevés de corruption dans un pays, moins d'efficacité marginale du capital. Quand l'efficacité marginale du capital est faible, l'investisseur ne prend pas le risque d'investir parce que le taux de rendement attendu sera faible et risqué dans un environnement de corruption.
5. La corruption affecte l'intégrité de l'environnement concurrentiel d'investissement et l'efficacité qui est la norme d'investir dans le marché, lorsque l'environnement des affaires est concurrentiel et honnête, cela conduit à l'amélioration de la qualité des affaires et à la diminution des prix des produits. En revanche, la propagation de la corruption dans l'octroi des autorisations d'investissement contribue à réduire le nombre d'entreprises sur le marché et conduire à la création d'un monopole de l'environnement d'investissement et à emporter l'économie souterraine. La propagation de la corruption se reflète sur la réduction du nombre de petites industries qui sont le moteur de la croissance dans la plupart des économies, alors que le résultat est la réduction de l'efficacité, de la productivité et de la concurrence, et par la suite la hausse des prix des produits au détriment des intérêts des citoyens et seulement en faveur d'une poignée de bureaucrates corrompus.
6. La propagation de la corruption dans les organes et les institutions de l'État et les slogans de la lutte contre la corruption est basés sur des arguments utopiques, tout en prétendant que le gouvernement répond aux aspirations du peuple en terme de réformes et de lutte contre la pauvreté et l'instauration des fondements de l'État moderne de droit, ce qui contribue à la perte de la confiance du peuple au pouvoir et à la perte de sa légitimité, conduisant à des troubles, du désordre et du chaos social, politique, et par conséquent, le processus de développement sera entravé ⁽¹⁸⁾.

La corruption a des impacts clairs sur la violation de la souveraineté. Nous indiquons, à cet égard, qu'avec la propagation de la corruption l'économie se détériore et l'État devient incapable, avec tout son potentiel, de gérer convenablement l'économie. Afin de répondre aux exigences du développement, l'État aura deux options pour le financement du processus de développement:

Le premier choix est le financement de l'épargne intérieure.

Le deuxième choix est le recours au financement externe.

Compte tenu de la faiblesse de l'épargne intérieure, des grosses dettes et des compensations importantes, le deuxième choix devient la seule pour l'État. Il est à noter que l'investissement étranger ne peut entrer que si le pays dispose d'un environnement économique attractif et séduisant. L'investissement est également lié aux recommandations des institutions financières internationales qui n'offrent d'aide que seulement s'il y a de programmes de réforme économique.

Toutefois, comme la corruption se propage, l'État cherche à lutter contre la corruption qui affaiblit les efforts du développement, surtout après la perte de beaucoup d'argent dans des opérations de grande corruption financière menées par de hauts hommes de politique et des personnes influentes au pouvoir, poussés par leur cupidité excessive derrière la richesse et le pouvoir. Ces personnes corrompues transfèrent ces sommes à leurs comptes bancaires à l'étranger. Des chercheurs à l'Université du Massachusetts estiment que la contrebande des capitaux en provenance de 30 pays africains entre les années 1970 et 1997 ont atteint plus de 187 milliards de dollars, cette somme est plus grande de toutes les dettes cumulées de ces pays.

Pour mieux comprendre l'ampleur de l'impact de la corruption sur le développement économique, nous devons aborder ce qui suit:

Premièrement, selon la théorie économique traditionnelle, la corruption entrave la croissance économique en profitant des revenus « de l'investissement de surplus économique », ce qui affecte négativement la croissance à la fois pour les entrepreneurs étrangers ou locaux. Ainsi, la corruption devient le principal obstacle devant le développement durable, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la performance du gouvernement.

Deuxièmement, l'impact de la corruption sur le secteur fiscal, quand il est facile pour certaines personnes de soumettre leurs déclarations de revenus qui ne révèlent pas leurs impôts dus, ce qui est une violation du principe de la justice.

Troisièmement, l'impact de la corruption sur les dépenses publiques, contribue à la mauvaise répartition des ressources de la société. Et par conséquent, nous croyons que certaines activités dans les communautés corrompues ont accordé un intérêt particulier même si ces activités ne sont pas de tout importante, mais ces activités génèrent des revenus pour des fonctionnaires corrompus, ce qui cause une négligence à un grand nombre de secteurs importants en raison de la diminution des revenus de ces secteurs en faveur d'intérêt des personnes d'influence.

Quatrièmement: l'impact de la corruption sur le prix de la monnaie nationale et donc sur le marché des changes, qui crée deux marchés: un marché formel caractérisé par la rareté de la demande et un marché informel dominé par un prix plus élevé, dans lequel l'argent est utilisé pour financer les activités illégales ou interdites ou indésirables du point de vue de la communauté. Les devises étrangères seront recueillies sur le marché informel pour financer le trafic de drogue ou le commerce des marchandises de contrebande provenant de l'étranger, ce qui conduit finalement à augmenter le déficit de la balance des paiements, l'incapacité de l'État à payer ses dettes et le recours aux dettes de l'étranger. La corruption conduit à une spirale descendante d'une mauvaise économie, qui affecte les plans de développement, la souveraineté nationale de l'État, ce qui pousse l'État au recours aux programmes de restructuration et de rééchelonnement des dettes.

En raison de cette corruption, une couche de bureaucrates influents et corrompus apparaît qui sont attachés à l'argent au déterminent des intérêts nationaux de l'État. Ces personnes influentes à l'abri des autorités de contrôle s'efforcent de contrôler les moyens de subsistance des citoyens.

Cinquièmement: Le processus de blanchiment d'argent (blanchiment d'argent) est considéré comme une des lésions et l'incubateur de la corruption financière, économique et sociale. Le blanchiment d'argent constitue un crime hors de la loi et de la légitimité et une gaine illégitime ⁽²¹⁾, car ce problème est le véritable défi pour les institutions de la finance et des affaires. Ce phénomène est lié aux activités illégales et aux transactions suspectées qui génèrent des profits énormes avec des effets négatifs sur l'économie locale et mondiale, du fait que ce blanchiment d'argent se fait loin des organes juridiques de l'État.

Alors que certains pensent que le blanchiment d'argent est un crime récent, mais en tant qu'un phénomène, il n'est pas récent, puisque le blanchiment d'argent est apparu comme un phénomène criminel aux États-Unis entre les années 1920 et 1930, lorsque les policiers américains ont utilisé ce terme (blanchiment d'argent) pour signifier ce qu'ils faisaient les mafias afin de cacher leurs argent et leurs profits loin des yeux des autorités de contrôle. En Europe, on révèle que les banques suisses ont blanchi beaucoup d'argent pour le bénéfice du régime nazi allemand.

En outre, Des pays en voie de développement ont connu une accumulation des revenus des activités de la corruption financière et administratives d'une façon spectaculaire.

Pour comprendre l'ampleur de ce crime, M. Ralf Laindr (expert international dans la lutte contre les pratiques bancaires illégales) indique que le volume des opérations de blanchiment d'argent peut atteindre environ 500 milliards de dollars par an ⁽²²⁾. Tandis que d'autres estiment que le volume des opérations de blanchiment d'argent, qui sont faites par les banques au Monde et des institutions financières sont estimés d'environ trois milliards de dollars par an, ce qui représente 5% de la production mondiale totale ⁽²³⁾.

Le deuxième axe: la corruption et le développement dans le monde arabe.

Il y a une croyance dans l'esprit arabe qui reflète la réflexion de beaucoup d'élites nationales dans le Monde Arabe, qui est axée sur l'idée que la résistance au colonialisme et la libération du pays doivent être en avance sur d'autres priorités, dont la liberté, la réforme politique, la démocratie et la justice sociale. Cette réflexion a reporté l'établissement d'un processus fiable de contrôle des systèmes politiques et de la recherche sur la nature des institutions constitutionnelles et des moyens de l'assurance de la solidarité sociale ⁽²⁴⁾.

Malgré le fait que certains pays arabes ont pu, à des degrés divers, formuler des constitutions, des législations et des lois et établir des institutions modernes et encourager l'ouverture aux valeurs modernes de l'économie et des relations internationales, de la culture et de la pensée politique, cependant, aucun de ces pays n'ont pas été en mesure d'être l'un des plus de quarante pays démocratiques dans le monde (depuis la révolution des œillets au Portugal en 1974 et jusqu'au milieu des années 90 du XXe siècle) qui ont adopté l'approche démocratique. L'absence de la liberté constituait toujours l'une des raisons du retard dans les pays arabes, avec toutes les exigences de cette liberté à savoir; la démocratie, la responsabilité, la transparence et la participation politique ⁽²⁵⁾.

Ainsi, les régimes des pays arabes ont été caractérisés par des troubles et de la contradiction, quand on voit l'État annonce la lutte contre la corruption, d'une part, il l'encourage d'autre part ⁽²⁶⁾.

M.Ali Al-Zoabi et M.Khaldoun Hassan Al-Naqib trouvent que la nature de la gouvernance dans le Monde arabe qui est en général basée sur la répartition inéquitable des autorités et la domination autoritaire " de la minorité", ce qui conduit nécessairement à contrôler la partie par une part de la population et la soumission de l'autre part ⁽²⁷⁾.

Tout ce que nous avons indiqué, a conduit à l'émergence d'une profonde difficulté à cause des énormes obstacles devant le développement global, lorsque le régime se contente de «l'amélioration» sans la construction d'une culture politique, économique, sociale, intellectuelle, qui instaure les

fondements pour la mise en place de l'État de bonne gouvernance fondé sur la base d'une démocratie dont son essence est la participation politique, par conséquent, les projets de développement sont suspendus.

Bien que les indices mesurant la corruption ne sont pas assez précis, en raison de ses défauts, mais ce sont utiles pour identifier les places qui occupent les pays lors de la comparaison en matière de progrès ou de retard dans la lutte contre la corruption et dans la réalisation de la réforme et du développement.

La Jordanie partage avec beaucoup de pays arabes certaines lacunes des finances publiques, quand elle dépend de 15% de son revenu national à l'aide étrangère, ce qui reflète la faible participation des citoyens, ce qui rend plus facile pour l'État de gaspiller l'argent public sans aucune responsabilité. Tout cela a des effets sur la faible capacité de l'État dans le domaine du développement et de la création des opportunités d'emploi en raison de la mauvaise gestion. La Jordanie a connu entre les années 2008 et 2009, une série de cas de corruption, ce qui a été due, selon certains chercheurs, à la faiblesse du mécanisme de contrôle et de responsabilité ce qui a encouragé du pillage de l'argent public sous le prétexte que c'est "l'argent du gouvernement." ⁽²⁸⁾

En fait, la Jordanie a été l'un des premiers pays de la région qui a pris conscience de la gravité du phénomène de la corruption, a établi un certain nombre d'organes dont la Commission anti-corruption, qui a joué un rôle actif dans la poursuite des cas de corruption.

À cet égard, M. Awad Talib confirme dans son étude sur l'enquête menée par le Centre d'études stratégiques de l'Université de Jordanie en 2006, qui a montré qu'il y a un consensus de la population jordanienne sur l'existence de la corruption dans les secteurs public et privé, et par la suite, les gens ont justifié la raison principale de cette corruption a été attribuée à la pauvreté. Cette étude a également montré que des cadres supérieurs dans les deux secteurs public et privé ont géré cette grande corruption.

Dans ce contexte, la Jordanie a incriminé la corruption et Sa Majesté le Roi Abdullah II s'est efforcé à adopter une stratégie nationale de lutte contre la corruption dans sa lettre adressée au Premier ministre M. Adnan Badran datée du 26 juin 2005 où des efforts ont été déployés pour établir la Commission anti-corruption en vertu de la Loi n° 63 de 2006, et la dite commission est sous l'autorité du Premier ministre. Cette commission est dotée d'une personnalité juridique et d'une indépendance financière et administrative, en particulier après avoir réalisé que la Jordanie a subi des dommages énormes affectant le processus de développement en raison de la corruption.

Le Conseil de la Nation a également approuvé la loi sur la divulgation financière n ° (1/11/2006) et le gouvernement jordanien s'est efforcé pour activer le rôle de l'Administration de vérification et l'administration de l'ombudsman (loi n ° 11/2008), et l'activation du rôle de la Commission des finances affiliée au Conseil des ministres. Ainsi, la Jordanie est l'un des pays pionnier de la région dans la lutte contre la corruption et le séchage de ses ressources.

Le troisième axe: l'ampleur et le coût de la corruption dans les pays de l'Union africaine:

Après 15 ans de l'établissement de l'Union africaine, le successeur de l'Organisation de l'Unité africaine, et en dépit des efforts déployés dans le soutien de ces pays par la fourniture d'aides importantes, ces pays souffrent encore de l'approfondissement du sous-développement économique et de l'aggravation de l'arriération sociale. Ces pays subissent également de la faiblesse politique au niveau de l'équilibre des puissances internationales et de l'échec dans la gestion interne des affaires publiques, ce qui perturbe la croissance des pays africains à la suite de l'échec de l'instauration de la bonne gouvernance, de la réduction de la corruption dans le continent africain et l'allégation du fardeau des dettes, selon les indices de compétitivité des pays africains, celle de Prospérité mondiale et celle du Centre d'intégrité financière mondiale.

Lorsque nous changeons de la langue politique vers une lecture subjective et une évaluation de la réalité de l'Afrique, tous les indicateurs (perceptions de la corruption, du développement humain, de la croissance économique et de la liberté de la presse...) indiquent que sur l'échelle africaine, il y a de faible traitement ou parfois un échec dans la lutte contre la corruption.

La lecture préliminaire de toute la réalité de l'Afrique indique qu'il y a d'énormes problèmes auxquels les sociétés font face parmi lesquelles la corruption vient au quatrième rang en termes de risque et d'obstacles politiques, économiques, sociaux et sécuritaires.

Les guerres civiles, les conflits politiques avec leurs dimensions ethniques et tribales nourris par certaines personnes de l'élite dirigeante, et parrainé par des mafias des affaires et des opérations illégales, peuvent menacer l'intégrité territoriale des pays de l'Union Africaine sur le plan social, intellectuel et économique.

Les dettes épuisent le produit intérieur brut du continent, en dépit des exemptions du Club de Paris et des Initiatives pays pauvres très endettés (PPTE), les aides du Fonds monétaire international et la Banque mondiale et des conférences des pays donateurs internationaux, et par la suite, le déficit en Afrique est d'environ 150% du PIB et représente 600% de la valeur des exportations africaines.

Les conditions générales de vie des peuples de l'Union africaine sont faibles, tant en termes de pauvreté, de faim et de faibles niveaux (parfois absence) des services de santé, d'éducation, et d'assainissement et le manque de la fourniture d'eau potable avec peu d'espoirs liés aux programmes de développement.

L'absence d'adéquats services publics en Afrique est peut-être due à l'absence de la volonté politique d'élites ethniques et militaires dirigeantes impliquée dans la corruption. Des rapports de l'organisation de transparence internationale, a révélé que l'Afrique est le continent le plus corrompu au Monde, et parmi les 44 pays africains inclus dans l'indice de corruption, en 2005, 31 pays ont obtenu moins de 3 degrés sur dix, et 42 pays ont obtenu moins de 3,4 degrés en 2009.

Malgré le fait que l'Afrique est doté du potentiel en terme de ressources naturelles ,dont les réserves de pétrole, de gaz, d'uranium, de diamants, et d'autres métaux précieux, , selon les estimations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement sont près de 14 billions de dollars, qui offrent des opportunité pour l'investissement, peuvent atteindre entre 1,7 et 2 billions de dollars, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau et du tourisme , mais l'espoir est encore faible dans la possibilité de rationaliser les politiques économiques et financières des systèmes de gouvernance et des élites dirigeantes, qui ont causé l'échec des États qui sont en retard en matière de développement en raison de la propagation de la corruption.

Parmi les 162 pays inclus dans l'étude menée par l'Index de la perception de la corruption pour 2007, les cinq derniers pays au Monde parmi les 105 pays sont: le Rwanda 105, le Bénin 118, le Cameroun 138, l'Angola147 et la République centrafricaine 162.

Parmi les 180 pays couverts par l'indice en 2008 tous les pays africains, à l'exception du Botswana, sont classés "faibles" sur l'indice de la perception de la corruption, tandis que les six derniers pays sont africains.

Dans une enquête menée en 2009, qui comprenait également les 180 pays du Monde, tous les pays africains ont pris du retard, à l'exception du Botswana, selon l'indice de corruption.

Le rapport publié par la Banque mondiale sous le titre d "'indicateurs de développement en Afrique pour l'année 2010", a noté que la somme d'argent qui ont été transférés de l'Afrique vers l'extérieur, sont estimées d'environ 1,8 billions de dollars, sous la forme de comptes secrets et des projets d'investissement privés pour les élites dirigeantes corrompues qui dominent la scène politique et économique et contrôlent les potentiels du continent. Le Nigeria a occupé, selon le rapport le premier rang d'un montant de 89,5 milliards de dollars.

Ici, nous devons attirer l'attention sur les difficultés dont l'Afrique subit, n'ont pas été seulement en raisons des différences ethniques, linguistiques, religieuses et culturelles, mais aussi, les politiques menées par les puissances coloniales, dont la prise des ressources naturelles, la confusion des concepts de l'identité nationale, et l'approfondissement des problèmes de la pauvreté, de la misère et du chômage ⁽²⁹⁾.

Bien que le phénomène de la corruption, comme nous l'avons indiqué, est un phénomène général, dans la plupart des sociétés humaines, quel que soit le degré de son progrès économique ou son développement, la corruption est considérée comme une question importante parmi les problèmes du continent africain en particulier, lorsque la corruption est l'une des caractéristiques structurelles de l'entité de l'État en raison de la faiblesse des capacités bureaucratiques de l'État, tout cela encourage la corruption à grande échelle et l'enlèvement de l'État dans de nombreux pays du continent.

Il y a de divers analyses sur les racines du problème de la corruption, alors qu'il attribue une partie des racines de ce problème est dû à la culture politique dans un certain nombre de pays qui tolèrent la corruption tant que d'autres pensent que les intérêts internationaux et les pratiques des entreprises multinationales encouragent la corruption dans les pays africains et l'implication de ces entreprises dans cette corruption.

L'attention accordée à la corruption et ses répercussions négatives sur les perspectives de développement dans les pays africains s'est accrue, au cours des deux dernières décennies, avec la propagation de la corruption et son impact sur le retard de la croissance économique et la mauvaise distribution des rendements, dans les différents pays du continent. Avec l'attention croissante consacrée aux questions de la bonne gouvernance et sa relation avec le développement, une attention particulière à l'échelle régionale a été accordée à la corruption lorsque l'Union africaine a adopté un protocole sur la "lutte contre la corruption" cinq mois avant l'annonce du Protocole des Nations Unies.

L'Union Africaine a annoncé ce protocole en juillet 2003, à la suite d'une décennie de prise de conscience de l'impact négatif sur les problèmes d'une nature politique sur le développement économique, en particulier le phénomène de la corruption. Cette tendance a été renforcée après la publication du rapport de la Banque mondiale en 1989 sous le thème «L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable.»

Ce rapport a signalé des problèmes du développement en Afrique en tant qu'un reflet de la crise de la bonne gouvernance, de l'échec économique sur la mauvaise gestion politique dont la corruption est le résultat le plus remarquable qui est du au manque de la responsabilité et de la transparence, ce qui constitue des véritables obstacles au développement régional, en particulier le manque des lois strictes et des punitions sévères liées à la lutte contre la corruption ainsi que l'absence des organes chargés de la lutte contre la corruption.

Il est à noter que l'adoption du protocole de la lutte contre la corruption par l'Union africaine constitue un bond en avant qui indique la prise de conscience du coût politique de la corruption et l'ambition d'un certain nombre d'élites et des peuples à se débarrasser de ce fléau, ce qui intensifie des efforts pour inclure la société civile et des médias dans les pays africains, ce qui reflète une volonté d'aller de l'attention formelle ou artificielle de la lutte contre la corruption à l'adoption des procédures de base de la lutte contre la corruption au détriment des agendas imposés de l'extérieur ⁽³⁰⁾.

Des chiffres et des faits sur la pauvreté et les pauvres en Afrique sont terrifiants, les statistiques indiquent que l'Afrique est le continent le plus pauvre au monde en plus de l'Asie et de l'Amérique latine. Dans cet égard, l'ancien Président sud-africain Nelson Mandela a décrit la pauvreté en Afrique comme un tunnel que seulement Dieu connaît sa fin. Les chiffres indiquent qu'il y a près de 2,1 milliards de pauvres dans le monde ,dont 76% vivent dans le continent africain, qui sont d'environ 59,3 millions de personnes entre les années 1980 et 1998, malgré le fait que ce continent est béni avec d'énormes ressources naturelles et humaines, ce qui signifie que l'ampleur de la corruption a dépassé toutes les expectations.

Un exemple frappant est celui de l'État du Nigéria, qui est béni de la richesse pétrolière, tandis que la plupart de ses habitants subissent de la pauvreté due à la mauvaise gestion du pays et de ses ressources, où le pétrole est exporté de l'État directement au profit de très peu de gens qui contrôlent la décision politique, et ce prive les nigériens de bénéficier de ses ressources et le résultat est un revenu par habitant qui ne dépasse pas 1 319 de dollars par an, en plus de la souffrance

des gens , des maladies, de la famine , de l'absence des services publics tel que le logement , la nourriture, l'eau, les services sanitaires et l'éducation⁽³¹⁾.

Lors du forum annuel du commerce Amérique-Afrique, qui a eu lieu en août 2010, ancien Secrétaire d'États-Unis d'Amérique Hillary Clinton a déclaré que les barrières commerciales, l'insuffisance des infrastructures, la corruption entravent le renforcement des échanges commerciaux en Afrique et sa diversification, en dépit de la loi américaine (Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique), permet de l'Afrique subsaharienne d'exporter 6400 type de marchandises vers les États Unis d'Amérique sans payer des frais, mais ces exportations n'ont pas atteint le niveau désiré de l'expansion du commerce et que les produits pétroliers représentent encore une grande majorité des exportations de l'Afrique vers les États Unis d'Amérique. Le problème apparaît clairement quand nous savons que l'Afrique constitue 12% de la population mondiale, ne participe qu'au moins de 2% du PIB mondial, en raison d'une série d'obstacles et de défis, de manque d'infrastructures, d'instabilité politique et de corruption qui coûte l'Afrique d'environ 150 milliards de dollars par an.

Clinton a également critiqué les droits de douane élevés, la corruption des agents des services frontaliers et la bureaucratie qui entravent le commerce interrégional en Afrique et inhibent l'intégration économique régionale ⁽³²⁾.

D'autre part, le vice-président de la Banque mondiale en charge de l'Afrique a clairement fait savoir que «au cours de la dernière décennie, l'Afrique a enregistré un taux de croissance de 4,5% pour être en mesure d'égalité avec le reste du monde» ⁽³³⁾

Cependant, les attaques des investissements globaux sont innocents et constituent une menace pour l'Afrique, qui possède d'importantes ressources minérales, du pétrole, de l'agriculture, halieutiques et forestières ce qui constitue un déséquilibre total lorsque les pays africains ne sont pas encore prêts à recevoir ces investissements, et ont perdu cette grande occasion pour l'Afrique ⁽³⁴⁾, surtout si l'on sait que les populations de l'Afrique qui sont d'environ 934 millions de personnes, subissent du retard en termes de développement humain.

L'Afrique jouisse d'une position géographique stratégique et d'une superficie totale de 30.190.000 km² et dispose d'un stock des ressources stratégiques. Parmi les 50 métaux importants dans le monde dont 17 métaux se trouvent en Afrique avec des réserves énormes. ⁽³⁵⁾ Sur le plan de l'agriculture, l'Afrique peut être le panier de nourriture mondiale, surtout si l'on sait que 13 grands fleuves se trouvent en Afrique, dont le Nil ⁽³⁶⁾ d'une longueur de 6695 km, ce qui soulève son potentiel pour l'irrigation de plus de 42,5 millions d'hectares,

l'Afrique jouit d'une terre riche, d'une quantité élevée de précipitations, des saisons variées de produits agricoles, des terres cultivables d'environ 35% dont 7% seulement sont cultivées, mais cela ne se reflète pas sur l'ensemble du développement en Afrique.

Des craintes liées aux interventions militaires sont nées pour que le continent africain soit soumis à la domination des pays puissants; la France, les États Unis d'Amérique et l'Israël, qui sont à la recherche de ses propres intérêts. Ces pays ont mis en place des bases militaires réparties sur de vastes zones du continent africain. Dans son livre l'analyste de la sécurité Michael Clare: "Les guerres des sources de la richesse», a déclaré que "l'Afrique serait le but, et sera la scène pour les prochaines guerres entre les forces dominantes». Dans le même contexte, le Dr Jack Siouf, directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que "La course entre les pays importateurs de la nourriture pour obtenir des terres agricoles sera lancée dans d'autres pays pour assurer la sécurité alimentaire ce qui menace de créer un nouvel ordre colonial "⁽³⁷⁾.

D'après certaines expériences de ce que l'investissement étranger peut causer en Afrique, dont les effets dévastateurs sur des économies africaines, l'impact négatif de ces investissements sur le développement dans les pays africains en raison de relier les marchés africains avec les marchés européens, l'effondrement de l'économie, l'inflation et l'augmentation monétaire, qui a conduit à propager la corruption administrative et financière dans les sociétés africaines.

En conclusion, les citoyens arabes et africains vivent, avec des différents degrés, dans le besoin de beaucoup de réformes sérieuses et d'une volonté politique auprès des dirigeants et des décideurs afin d'assurer une vie décente et ce n'est pas seulement sur le plan économique et politique, mais aussi culturel et intellectuel pour se débarrasser de la corruption, du pillage, de la dépendance et du néocolonialisme. Ici, il faut mentionner la nécessité d'encourager les investissements arabes et musulmans d'investir en Afrique, ce qui réduit la dépendance aux bailleurs de fonds occidentaux, qui était une des recommandations de la Conférence tenue sous le thème « Le monde de la finance islamique et de l'investissement - Afrique 2009" qui prévoit que le volume de la coopération afro- arabe peut atteindre un trillion de dollars lors de cette période...

Références

- 1) Sawzan Rose Akrman, 2003, Corruption et la gouvernance, première édition, Jordanie, p.167.
- 2) Ziad Arabia, Corruption, Magazine des études stratégiques, édition 16, Université de Damas, 2005, P .2.
- 3) Sawzan Rose Akrman, 2003, Corruption et la gouvernance, première édition, Jordanie, p.167.
- 4) Ebben,Wouter, de vall, Albert(2009), Institutions and the Relation between corruption and Economic Growth, Institute for Management Research Radboud Univeristy.
- 5) Nijmegen Nice Working paper 09-140, January 2009.
- 6) World Bank, 2004, Governance and Anti-corruption,Ongoing Research, Wastington: World Bank.
- 7) Ziad Arabia, Corruption, Magazine des études stratégiques, édition 16, Université de Damas,2005, P .2.
- 8) Dr Hassan Abuhamoud, 2002, Corruption et ses répercussions, Magazine de l'université de Damas, édition1, PP445.
- 9) Dr. Nasser Abdel Nasser, Antomia Corruption, journal d'Al bath, 2002.
- 10) Jamal aldeen Ben mandhour, Lissan Alarab, Beyrouth.
- 11) Ahmed Saleem 2010, Indicateur de la corruption dans les pays arabes, Beyrouth, PP 34.
- 12) Dr. Haitham Sawan, Corruption, Etude sur la corruption, Baghdâd,2008.
- 13) Sourate Alameda , 33, du Saint Quran.
- 14) Alsahah, Partie 1, PP 2, Lessan Alarab Partie 7 PP 382.
- 15) Dr. Nasser Abdel Nasser, Antomia Corruption, journal d'Al bath, 2002.
- 16) Ibrahim Anas, Dictionnaire de la langue, 2édition, Beyrouth, 1973, PP 484.
- 17) Abdullah AlGhassab, Justice criminalité, thèse, Université de Nayef, Arabie Saoudite, 2008.
- 18) Dr Solvyan John, 2005, Lutte contre la corruption, Centre de projet international, Washington, PP11.
- 19) Abdulwahed Aljisani, Corruption en Irak.
- 20) [www.albasrah](http://www.albasrah.net). Net.
- 21) Ades, A.and R.Di Tella(1996), "The Causes and Consequences of Corruption: A Review of Recent Empirical Contribution, IDS Bulletin, Vol27, No. 2, pp 6-11.
- 22) [www.kantakj](http://www.kantakj.com). com.
- 23) www.tomoha.com
- 24) Mohseen Alkhodhiri, 2003, blanchissement d'argent, Groupe Arabe, Caire, PP76.
- 25) Mohammed Malki, 2007, Répercussions de l'absence de la responsabilité sur le développement des systèmes politiques dans les pays arabes, Beyrouth, PP59.
- 26) Ghassan Salamah, 1987, Société et l'État dans le Monde arabe, Beyrouth, 1ere Edition, PP.22.
- 27) Ali Zoughbi, Étude sur le Koweït, PP.613.

- 28) www.shaffafilibya.com
- 29) <http://acpss.ahram.ogr> .
- 30) <http://iltrafalma3loumit.wordpress.com>
- 31) <http://sns.sy/sns/?path=news>
- 32) <http://go.worldbank.org>
- 33) Déclaration du Sommet du Développement durable des ministres africains, Nairobi, 2001.
- 34) Rapport sur le climat d'investissement en Afrique, Shinagawa.
- 35) Dr. Ali Sawad, Composant économique pour l'investissement en Afrique.
- 36) Dr. John Esfikanakees, économiste à la banque saoudite britannique, Riyad, 2009.
- 37) www.alualh.net